

Jean-François Bayart, Ibrahima Poudiougou,
Giovanni Zanoletti

L'État de distorsion en Afrique de l'Ouest

Des empires à la nation

Terrains
du siècle



KARTHALA - AFD

Les classes politiques africaines ont choisi, au lendemain des indépendances, de reproduire le cadre territorial hérité de la colonisation et ont entériné le principe de l'État-nation. Ce dernier contredit la plupart des ressorts politiques, économiques, culturels des sociétés africaines. Mais il a aussi fait l'objet de processus d'appropriation souvent massive, et toujours créative, de la part de l'ensemble de leurs acteurs.

Cette double réalité rend insuffisantes la plupart des interprétations qui mettent l'accent sur des contradictions supposées insurmontables entre un État hérité de la colonisation et les sociétés du cru, sous la forme d'un jeu à somme nulle. Les choses sont en fait plus compliquées. Car les régimes de légitimité, de sécurité, de responsabilité sociale, d'enrichissement, de représentation culturelle et politique du « bon gouvernement » participent simultanément de ces deux dimensions historiques, d'espaces différents, de durées disparates qui s'encastrent les unes dans les autres plutôt qu'elles ne se succèdent.

Cette distorsion inhérente aux sociétés africaines contemporaines est source d'ambivalence, plutôt que d'ambiguïté comme le pensaient Cheikh Hamidou Kane et Georges Balandier. Elle rend problématique l'institutionnalisation d'une gouvernance de la transparence, et tend à inscrire la compétition politique, l'accumulation de la richesse et la lutte sociale dans l'ordre de la violence.

Jean-François Bayart est professeur à l'IHEID de Genève, et titulaire de la chaire Yves Oltramare « Religion et politique dans le monde contemporain ». *Ibrahima Poudiougou* est doctorant à l'Université de Turin. *Giovanni Zanoletti* est doctorant à l'Université Paris-Nanterre.

Collection Terrains du siècle

Dirigée par Stéphane Devaux

L'ÉTAT DE DISTORSION EN AFRIQUE DE L'OUEST

Couverture: Falaise de Bandiagara, Mali, 2018.

© Ibrahima Poudiougou.

© Éditions Karthala, 2019

22-24, boulevard Arago – 75013 Paris

www.karthala.com

ISBN: 978-2-8111-2625-4

Jean-François Bayart,
Ibrahima Poudiougou,
Giovanni Zanoletti

L'État de distorsion en Afrique de l'Ouest

Des empires à la nation

KARTHALA
22-24 bd Arago
75013 Paris

AFD
(Agence française de développement)
5 rue Roland Barthes
75012 Paris

Remerciements

Cette étude repose sur nos expériences respectives de chercheur, sur une prise en considération de la littérature scientifique disponible – même s’il ne nous a pas toujours été possible de la citer systématiquement, faute d’espace –, et sur des entretiens réguliers avec des chercheurs spécialistes des différents pays de la zone analysée. Elle a été préparée par un séminaire fermé, tenu dans le cadre de la chaire d’Études africaines comparées de l’université Mohammed VI Polytechnique, à Rabat, le 6 avril 2017. Nous remercions, en particulier, Jean-Hervé Jézéquel, Boris Samuel, Silvia Bruzzi, Olivier Vallée, Anna Dessertine et Alimou Diallo pour leur participation active et stimulante à ce séminaire. En outre, Ibrahima Poudiougou et Giovanni Zanoletti ont effectué des missions de terrain de plusieurs semaines au Mali, en 2016-2018.

Introduction

Les classes politiques africaines et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont choisi, au lendemain des indépendances, de reproduire le cadre territorial hérité de la colonisation et ont entériné le principe de l'État-nation. De ce fait, elles sont demeurées dans l'épure d'une combinatoire biséculaire associant l'expansion du mode de production capitaliste et l'universalisation de l'État-nation comme mode d'organisation politique à l'échelle du système international¹. Cette séquence, dont nous ne sommes pas sortis en dépit des apparences et des interprétations dominantes des relations internationales, s'est paradoxalement accompagnée de la cristallisation et de l'exacerbation de formes particularistes d'identification sociale, dont l'ethnicité et la confession religieuse sont les deux principales manifestations sur l'ensemble du continent africain.

De telles transformations ont profondément affecté les sociétés ouest-africaines et sahariennes depuis le XIX^e siècle. D'une part, elles ont contredit la plupart de leurs ressorts politiques, économiques, culturels, et notamment leur rapport au territoire, à la souveraineté, à la richesse et la pauvreté, à la responsabilité sociale et politique, à la mobilité spatiale, à la liberté et à la dignité. D'autre part, elles ont fait l'objet de processus d'appropriation souvent massive, et toujours créative, de la part de l'ensemble de leurs acteurs. Cette double réalité rend insuffisantes la plupart des interprétations qui

1. Jean-François Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

mettent l'accent sur des contradictions supposées insurmontables entre un État hérité de la colonisation et les sociétés du cru, sous la forme d'un jeu à somme nulle.

Un exemple classique suffit à le démontrer. Le compromis entre l'État sénégalais et les confréries islamiques, qui a été sous-jacent à une décolonisation pacifique, au caractère somme toute tempéré du régime de parti unique, et à la démocratisation de celui-ci, est un legs de l'histoire coloniale, que d'aucuns jugeront heureux. Mais la laïcité sénégalaise s'enracine également dans la distanciation que la plupart des cheikhs – à commencer par le lignage pieux des Mbacké, dont est issu Cheikh Ahmadou Bamba, le fondateur de la confrérie des Mourides – ont cultivée à l'égard des pouvoirs monarchiques, en particulier wolof, de la Sénégalie depuis le djihad de Nasir al-Din (1673-1677), notamment à partir du règne de Lat Soukabé Fal (1697-1719) dans le Cayor. Autrement dit, la différenciation des sphères du politique et du religieux, constitutive de l'État bureaucratique moderne, peut être le fruit non seulement de la greffe, en Afrique, des institutions et des idéologies européennes à la faveur de la colonisation, mais aussi de processus endogènes beaucoup plus anciens. Ironie de l'histoire, elle procède largement, au Sénégal, de l'islam, nonobstant les représentations orientalistes et péjoratives qui prévalent en Europe.

Les choses sont en fait beaucoup plus compliquées que ne le donnent à penser des raisonnements binaires, dans la mesure où les régimes de légitimité, de sécurité, de responsabilité sociale, d'enrichissement, de représentation culturelle et politique du «bon gouvernement» participent simultanément de ces deux dimensions historiques, d'espaces différents, de durées disparates qui s'encastrent les unes dans les autres plutôt qu'elles ne se succèdent. Les analyses distinguant les périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale, et opposant l'Afrique aux entités européennes ou autres qui ont fait irruption dans son histoire, s'avèrent très pauvres pour

comprendre les problèmes de gouvernance que rencontrent les États africains, et les crises ou conflits qui les affectent.

La notion même de périodisation, que critiquent au demeurant un nombre croissant d'historiens, est trompeuse et n'aide pas à appréhender l'historicité des sociétés africaines dans leur complexité et leur multidimensionnalité. Comme toutes les sociétés, mais de manière peut-être plus évidente lorsqu'on les analyse dans le détail et que l'on se déprend de la mythologie dépendantiste, faisant de la césure coloniale (ou de la traite atlantique) l'alpha et l'oméga de leur historicité, les sociétés politiques africaines reposent sur l'imbrication de durées hétérogènes, «longues», «moyennes» ou «courtes», au sens où l'entendait Fernand Braudel. Jean-Pierre Warnier a ainsi pu montrer comment le système des échanges régionaux, dans le Bamenda, au Cameroun, est demeuré dépendant de la localisation des palmeraies et des zones de production métallurgique, et s'avère enraciné dans le Néolithique et l'Âge du Fer². De même, l'historicité de la société wolof, au Sénégal, renvoie au monde marchand et esclavagiste du XVIII^e siècle, plutôt qu'à l'économie de la rente arachidière des XIX^e et XX^e siècles³. Quant au Sahara, il reste régi selon des logiques cosmopolites de mobilité que légitiment le droit islamique, les confréries, les pratiques commerciales, les usages pratiques du désert, les coalitions lignagères ou les alliances interlignagères, les rapports de clientélisme ou de servitude, les récits généalogiques, plutôt que quelque souveraineté politique que ce soit⁴. La compréhension de l'Afrique contemporaine demande un vigoureux zoom arrière.

2. Jean-Pierre Warnier, *Échange, développements et hiérarchie dans le Bamenda précolonial (Cameroun)*, Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1985, p. 3.

3. James F. Searing, *West African Slavery and Atlantic Commerce. The Senegal River Valley, 1700-1860*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 196.

4. Lydon Ghislaine, *On Trans-Saharan Trails: Islamic Law, Trade Networks, and Cross-Cultural Exchange in Nineteenth-Century Western Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 ; Daniel J. Schroeter, *Merchants of Essaouira*.

Au-delà de la commodité analytique de la distinction braudélienne, il faut comprendre, avec Henri Bergson, la compénétration de ces durées, tant du point de vue de la structuration objective des sociétés – leur organisation politique, leur mode de production, leurs rapports sociaux, par exemple – que de celui de leur conscience culturelle et politique. La compénétration des durées donne notamment lieu à des effets de mémoire traumatique, d'hypertrophie de la mémoire, que l'on peut qualifier, avec le philosophe et son inspirateur, le psychiatre Pierre Janet, de « fausses reconnaissances » ou de « souvenirs du présent », et à des effets d'hybridation entre des formes ou des répertoires politiques hétérogènes, de diverses provenances.

Ces effets de mémoire et d'hybridation, cette logique d'imbrication et de concaténation de différentes durées, ces parts respectives de la « continuité indivisée et (de la) création »⁵ sont constitutifs de la reproduction de l'État-nation au sud du Sahara, et de la plupart des crises politiques qu'il traverse. Ils sont d'autant plus complexes qu'en réalité les trois ordres de durée (courte, moyenne et longue) se déclinent naturellement au pluriel. Sans même parler des transformations qui ont rythmé l'Âge médiéval et le Premier Âge moderne du sous-continent, sur plusieurs siècles, ni le moment colonial ni le moment postcolonial n'ont été exempts de changements qui leur confèrent leur vraie historicité, nonobstant leur essentialisation polémique en termes de « colonialisme » ou de « néocolonialisme ».

Urban Society and Imperialism in South-Western Morocco, 1844-1886, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; Judith Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara. Regional Connectivity in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

5. Henri Bergson, *L'Évolution créatrice*, Paris, Presses universitaires de France, 2013 (1941), p. 11.

L'État en Afrique souffre peut-être moins de son inadaptation congénitale aux sociétés locales que du succès de sa greffe, et de son impuissance (ou de son mauvais vouloir politique) à répondre aux attentes qu'il suscite parmi ses citoyens, y compris dans des situations de déshérence politique et de guerre civile, comme en République centrafricaine (RCA)⁶. Constitué en rhizome, il dispose d'une vraie assise historique, interagit avec les instances locales, et a vu son principe bureaucratique largement repris dans les profondeurs de la société⁷.

La présente étude ne prétend pas donner une vision exhaustive de la question de la «gouvernance de l'État-nation à l'épreuve des crises et des conflits en Afrique occidentale et saharienne», mais s'attache à proposer un paradigme, ou une problématisation, susceptible de mieux la poser, et de déchiffrer les différentes situations observables dans leur singularité. Sa première étape consistera à délimiter l'aire considérée selon la méthode de la sociologie historique et comparée du politique, déjà adoptée pour la problématisation de la zone dite MENA – *Middle East and North Africa*⁸.

6. Voir, par exemple, Louisa Lombard, *State of Rebellion. Violence and Intervention in the Central African Republic*, Londres, Zed Books, 2016.

7. Sur ces deux points de l'«État-rhizome» et de la bureaucratisation des sociétés africaines, voir Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (nouvelle édition augmentée en 2006) et «La cité bureaucratique en Afrique subsaharienne», in Béatrice Hibou (dir.), *La Bureaucratisation néolibérale*, Paris, La Découverte, 2013, pp. 291-313.

8. Jean-François Bayart, «“Dessine-moi un MENA”, ou l'impossible définition des “aires culturelles”», *Sociétés politiques comparées*, 38, 2016, janvier-avril 2016 http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n38.pdf

L'espace historique de l'Afrique occidentale et saharienne

La (re)définition d'un ensemble régional est toujours problématique, comme le rappellent les travaux du géographe Denis Retaillé à propos du Sahel¹. Elle est construite historiquement, et souvent par des acteurs étrangers, selon des considérations qui ne sont pas seulement d'ordre scientifique. D'origine arabe, le terme de Sahel, par exemple, n'a guère d'équivalent dans les langues locales, sinon peut-être chez certains Touaregs, pour désigner le désert qui s'étend au nord de Tombouctou². En outre, il a pris des sens différents selon les locuteurs et les époques. Un ensemble régional n'est jamais naturel. Sa définition doit partir non pas de critères statiques, mais de l'identification de dynamiques pertinentes du point de vue que privilégie l'opérateur, scientifique ou organisationnel, de la délimitation dudit ensemble. Ces dynamiques sont susceptibles d'être aussi bien contemporaines que d'ordre historique. Dès lors que l'on ne peut plus se satisfaire d'une conception économiciste de la régionalisation du monde et que l'on est soucieux de prendre en considération les logiques sociales, culturelles, voire politiques, la dimension historique semble incontournable, pourvu que l'on ne perpétue pas les

1. Denis Retaillé, « Sahel, sahel », *L'Information géographique*, 82 (1), 2018, pp. 34-81. Voir également deux numéros spéciaux de revue, à savoir « Autour du lac Tchad : intégrations et désintégrations », *Politique africaine*, 94, juin 2004, et « Crises et chuchotements au Sahel », *ibid.*, 130, juin 2013.

2. Boureima Alpha Gado, *Crises alimentaires et stratégies de subsistance en Afrique sahélienne (Mali, Burkina Faso, Niger) aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Université Paris 7 (Paris Diderot), 1988, multigr., tome 2, p. 52.

vieilles lunes de l'historicisme, ou de la *path dependency* – et encore moins, pour sûr, celles du culturalisme.

Il ne s'agit donc pas de raisonner dans les termes éculés de la surdétermination des sociétés par le poids de leur histoire (ou de leur « culture »), ni de s'enfermer dans une appréhension linéaire, spatialisée et évolutionniste du temps à laquelle inclinent les notions en vogue de « développement », d'« émergence », de « transition », toutes d'inspiration positiviste plus ou moins avouée (on aurait parlé, au XIX^e siècle, de Progrès, de « mission civilisatrice », de « mise en valeur », ou encore de « fardeau de l'homme blanc »). Mais l'accent mis sur l'historicité propre des sociétés permet de comprendre l'imbrication des durées historiques qui les constituent et sont inhérentes aux phénomènes dont traitent l'ingénierie économique et politique, ou les sciences sociales.

Dans cette perspective, et sans prétendre à l'exhaustivité, deux démarches s'offrent à nous pour délimiter une « aire » au point de confluence de l'Afrique occidentale et du Sahara. La première d'entre elles est l'écologie historique que Peregrine Horden et Nicholas Purcell proposent à partir d'une relecture critique de l'œuvre de Fernand Braudel consacrée à la Méditerranée, et que reprend Judith Scheele à propos du Sahara³. Peregrine Horden et Nicholas Purcell renvoient dos-à-dos les approches interactionnistes de la Méditerranée, qui choisissent pour focale la mer, et les approches écologisantes, qui privilégient les hinterlands. Ils insistent (i) sur la connectivité de microrégions, notamment par le biais du cabotage – peut-être plus déterminant que la navigation hauturière et son commerce prestigieux, et en tout cas étroitement articulé à cette dernière – et (ii) sur la

3. Peregrine Horden, Nicholas Purcell, *The Corrupting Sea. A Study of Mediterranean History*, Oxford, Blackwell, 2000 ; Judith Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara*, *op. cit.*

mobilité des hommes qui a fourni une réponse récurrente aux déséquilibres économiques ou autres de la région, notamment à l'insuffisance des terres agricoles productives, à l'origine de l'émigration syro-libanaise, espagnole, italienne, grecque aux XIX^e et XX^e siècles. L'unité de la Méditerranée procède donc de sa fragmentation, de ses discontinuités et des circulations qui en découlent. Dans le même esprit, Judith Scheele met l'accent sur l'hétérogénéité de l'espace saharien et sur la synergie entre le commerce transsaharien de longue distance et un commerce saharien de proximité, d'une oasis à l'autre, qui s'apparente à une forme de « cabotage du désert » – autant de circulations sahariennes dont nous savons par ailleurs qu'elles avaient leurs prolongements dans l'ensemble de l'Afrique occidentale, à partir de Gao, Tombouctou, des villes hausa, de l'empire du Kanem-Bornou. La première conclusion qui s'impose, à la lecture de ces travaux, et qu'il faut garder à l'esprit pour la suite de notre raisonnement, a trait à l'articulation intime de la Méditerranée, du Sahara et de l'Afrique occidentale, grâce à l'intermédiation d'une multiplicité de connexions. La seconde conclusion a trait à l'existence de zones commerciales régionales de longue durée en Afrique saharo-occidentale, articulées à des systèmes d'échanges plus lointains, mais dotées d'une historicité et d'une cohérence propres, dont le Sahara, l'espace sénégalais, l'hinterland forestier du golfe de Guinée, le plateau ouest-camerounais et le bassin du lac Tchad offrent de bons exemples⁴.

4. Voir, par exemple, Jean-Pierre Warnier, *Échanges, développement et hiérarchies dans le Bamenda pré-colonial*, op. cit. ; Judith Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara*, op. cit. ; Denis Retaillé, « Sahel, sahel », art. cité, ainsi que « Cartographie, quadrillage et ordre sédentaire », *L'Information géographique*, 77 (4), 2013, pp. 88 et 108 et – en collaboration avec Olivier Walther – « Le modèle sahélien de la circulation, de la mobilité et de l'incertitude spatiale », *Autrepart*, 47 (3), 2008, pp. 109-124.

Ces systèmes commerciaux régionaux étaient si complexes que Jane Guyer a pu parler à leur propos de « jungles de devises »⁵.

La seconde approche consiste à s'interroger sur les processus de formation de l'État dans la région considérée, dans les termes de la sociologie historique et comparée du politique. La cohérence de l'ensemble saharo-ouest-africain paraît alors procéder d'une séquence historique qui en a été la matrice et continue d'en configurer les transformations sociales, économiques et politiques : à savoir le passage d'un monde d'empires à un système régional d'États-nations, dans un contexte d'expansion mondiale du capitalisme, aux XIX^e et XX^e siècles.

Des empires aux États-nations postcoloniaux

À l'instar d'une partie des pays de la zone dite MENA, l'État-nation, dans les pays ouest-africains et sahariens, procède de combinatoires impériales, plutôt que d'une matrice impériale unitaire, dans la mesure où les empires coloniaux, dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, se sont greffés sur des formes impériales antérieures, telles que le Ghana, le Mali, le Songhaï, le Kanem-Bornou, ou sur leur rémanence, et ont même parfois effectué une véritable synthèse avec ces dernières, qui perdure jusqu'à aujourd'hui, comme dans le cas emblématique du Maroc⁶. Le rapport de l'État colonial et de son légataire national à l'Ashanti, à l'empire Mossi, au califat de Sokoto, à l'empire de Samory,

5. Jane I. Guyer, *Marginal Gains. Monetary Transactions in Atlantic Africa*, Chicago, University of Chicago Press, 2004, p. 2.

6. Béatrice Hibou et Mohamed Tozy, « Une lecture webérienne de la trajectoire de l'État au Maroc », *Sociétés politiques comparées*, 37, septembre-décembre 2015 http://fasopo.org/sites/default/files/varia1_n37.pdf